

édito

# Dépenser sans payer

**Théo Hachez**

*La carte des possibles politiques est aujourd'hui limitée par l'absence d'alternative globale à une économie de marché qui coule en son milieu comme un long fleuve tranquille. D'une rive à l'autre, deux camps s'abandonnent à suivre le fil de l'eau. La gauche est favorable à une large redistribution sociale qui corrige les inégalités creusées par le système économique ; la droite affirme sa confiance dans la distribution qu'opère un système qui récompense naturellement la créativité, le risque, l'effort... voire sanctionne leur défaut, et entend donc limiter réglementations et prélèvements publics qui perturbent son cours. Les rivaux, l'un comme l'autre, prétendent servir à leur façon le bien commun, la prospérité et la justice sociale.*

*Mettons qu'aucun système économique n'est naturel ou parfait au point de constituer le seul repère normatif efficace pour fonder une société. S'en remettre à ce seul choix d'un système économique et prétendre lui abandonner tous les autres choix sociaux, c'est une position qui ne peut nous être agréable. C'est un trompe-l'œil. D'autant que cette*

*liberté accordée au marché conduit mécaniquement les acteurs économiques à en pervertir le fonctionnement supposé. Mettons encore que nous avons choisi notre camp entre ces deux positions théoriques et que vouloir nier l'existence d'une tension entre gauche et droite, telle que définie plus haut, relève de l'angélisme.*

*Mais une fois cet antagonisme reconnu, quel statut lui conférer ? La montée du thème de la bipolarisation, soutenue tantôt par des acteurs tantôt par des commentateurs politiques, suggère que le paysage des identités et des formations politiques devrait suivre de plus près la carte au point de réduire toute autre différence à l'anecdote. Aujourd'hui, plaider pour un tel alignement du territoire au plan revient paradoxalement à ratifier un consensus sur ce qui divise et doit donc être négocié : le volume de la redistribution. Car la différence n'est au fond pas si absolue, puisque dans l'un et l'autre cas, il s'agit d'un choix de valeurs à négocier avec le système économique, fût-ce en lui laissant la bride sur cou. Au reste, les positions sont relatives à un modèle national qu'elles ne peuvent qu'infléchir à la marge : un peu moins de 50 % de la richesse consacrée à la redistribution (comme en France, en Allemagne, ou en Belgique par exemple, un peu plus dans les pays nordiques) et environ 30 % aux Etats-Unis ou un peu plus en Grande-Bretagne.*

*Si l'antagonisme reste lisible, il n'épuise pas tout. Certes, il se traduit chez nous par une opposition entre libéraux (quand on l'est, on se dit plus volontiers « du centre ») et sociaux-démocrates (quand on l'est, on se fait photographe avec quelque vedette des sommets altermondialistes pour en capter l'aura chimérique). Sur l'utopie, la « droite » est souvent battue, mais elle triomphe dans le réel : créatif et solidaire, dit-on, avec un amont qui ne laisse aucun doute. Bref, en privilégiant un seul curseur de l'action publique, cette nomenclature binaire porte les germes, les métastases d'une pensée manichéenne qui occulte la diversité des enjeux et des valeurs et écrase le temps dans l'urgence d'un arbitrage. Les partis dominants et supposés antagonistes trouvent leur compte, dans l'espèce de rente de situation où une telle géographie les place : toute concurrence est ravalée au second rang.*

## **RIEN DE NOUVEAU**

*Aussi bien l'affichage de cette divergence au sein même d'une majorité gouvernementale paradoxalement composite ne doit pas étonner. Il ne fait que radicaliser une perversion, dans un pays où le consensus gouvernemental se résout depuis la nuit des temps dans des dégradés conjoncturels de la même formule : moins de prélèvements et plus de redistribution. Aujourd'hui, c'est en même temps, réformes fiscales, allègements des charges des employeurs, amnistie fiscale, diminution des taxes régionales d'une part ; augmentation du budget des soins de santé, relèvement des pensions des indépendants, couverture universelle de leurs petits risques en assurance maladie. Sans doute aujourd'hui, cette gestion*

*est-elle plus que jamais pathétique dans sa myopie. L'effet certain de l'allongement de la vie dans une société elle-même vieillissante pèsera lourdement à court et moyen terme sur les dépenses, alors même qu'on s'empresse de charger la barque sans contrepartie et qu'on creuse des trous partout. La perversité du gouvernement actuel va jusqu'à endosser, pour encaisser tout de suite quelques menues monnaies, la dette sociale d'une entreprise privée (Belgacom).*

*Jamais de fausses notes dans cette euphorie. Pourtant comme le présent le plus immédiat ne suffit pas à avaler cette contradiction d'arbitrage tout entière, on l'accrédite par des plans pluriannuels assortis d'acomptes sur des promesses à réaliser après les prochaines élections. On paiera demain avec la croissance retrouvée. La confiance dans cet aval miraculeux du système économique, à « gauche » comme à « droite » est le vrai point d'accord. Or, on le voit bien, faute d'investir dans l'éducation, la recherche ou dans des infrastructures qui peuvent faire levier sur le contenu de la croissance et améliorer la qualité de la vie, on se rend otages d'illusions. En se disputant entre Zaventem, Liège et Charleroi quelques milliers d'emplois sous-qualifiés assortis de nuisances intenable : les ministres (se) dépensent, toutes tendances confondues, pour faire des aéroports une manière d'eldorado.*

*Bref, si quelque chose subsiste du « modèle social européen » et d'une certaine qualité de vie qu'on lui reconnaît encore aujourd'hui, on ne le devra pas à un alignement sur nos « gestionnaires bipolaires », mais en préservant et en développant, en amont et à travers la représentation politique, une diversité de valeurs et de liens sociaux qui pervertissent leurs petits calculs irresponsables et sans horizon. « Je n'aime pas payer », confiait récemment à la presse un récalcitrant fiscal, transfuge de son parti et protagoniste de cette bipolarisation tant vantée, après qu'un ministre-président, moins autosatisfait, eut été forcé de démissionner pour avoir fait droit à la même répugnance. L'un et l'autre spéculent, à plus ou moins court terme, sur la sympathie voire l'indulgence de leurs concitoyens, alors qu'ils ont fondé leur carrière sur les contributions de ces derniers. Et tandis qu'un ministre socialiste nous vante à grands frais, dans un spot radio, les cadeaux (fiscaux) que nous offriront la Région wallonne, deux ministres fédéraux, tout aussi socialistes mais flamands et co-signataires d'une tribune alarmiste sur la question démographique, soulignent l'urgence de relever le taux d'emploi, mais se refusent à envisager le déplacement d'une part des charges qui pèsent sur lui en développant des alternatives fiscales par une cotisation sociale généralisée ou une taxe sur le CO<sub>2</sub>.*

*Cette démagogie qui commence à inquiéter tant les syndicats que les économistes les plus pragmatiques n'est pas nouvelle en Belgique où, comme en témoigne le niveau de la dette publique, l'habitude est depuis longtemps prise de payer le présent sur le dos*

*d'un futur désinvesti. On mesure le chemin à faire puisque selon Jean-Luc Dehaene le rôle du politique se limite à répondre au jour le jour aux problèmes quand ils surgissent. Ou à jouer la musique que les électeurs veulent entendre (Steve Stevaert). Ou à s'occuper des « vrais problèmes » comme Joëlle Milquet qui s'empresse de ne jamais les nommer, laissant les citoyens se complaire dans une approche nombrilique de bout de lorgnette. La succession des plombiers et des disques-jockeys, les séductions d'un marketing politique hâtif constituent clairement une menace pour la démocratie et pour le lien social. Elles appellent une mise à plat publique urgente : c'est à partir d'elle seulement que les offres de projet politique pourront être départagés. Bref, la bipolarisation telle qu'elle est agitée par les commentateurs et par les partis dominants pour justifier une sorte de rente de situation ou tel ou tel transfuge, n'éclaire en rien le débat politique puisqu'elle ne place personne face à ses responsabilités. n*